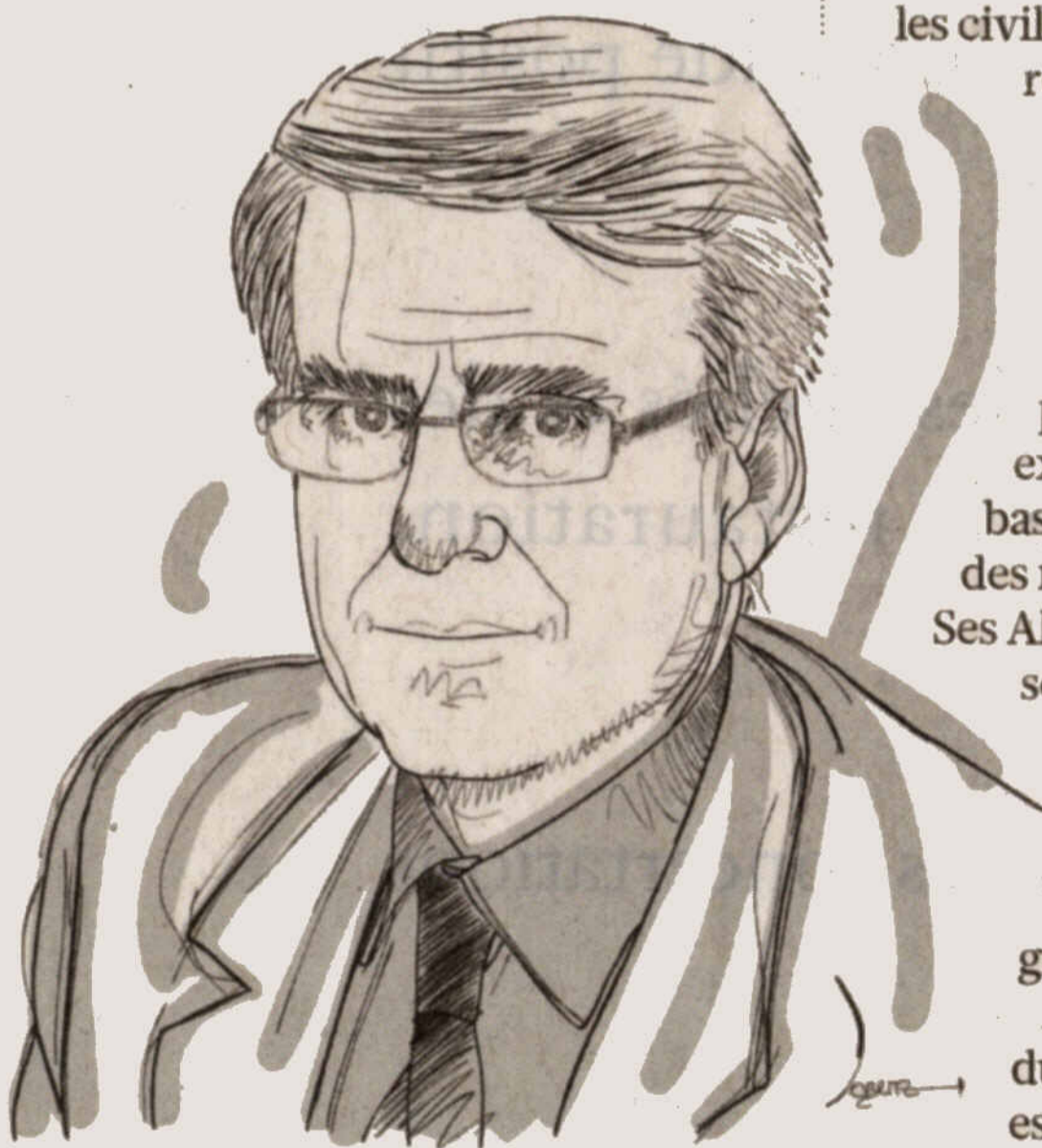


Face aux métastases du conflit syrien

Antoine Basbous

Pour le directeur de l'observatoire des pays arabes*, la France doit mener une action audacieuse et responsable en Syrie.



Rien ne devrait détourner notre attention de l'évolution dramatique du conflit syrien dont l'extension constitue une véritable bombe régionale. Le pouvoir des Assad apparaît désormais sous son vrai visage, celui d'une dictature sectaire et héréditaire qui a réussi à tromper les Syriens. Il a été fondé sur une « assabiya alaouite », une solidarité basée sur les liens de parentèle et d'intérêts mafieux, doublée par une quinzaine d'agences de renseignement. Souffrant du complexe de l'héritier qui s'accroche à son legs, Assad n'a pas réagi comme ses homologues tunisien, égyptien ou même yéménite. Il a recouru aux moyens les plus meurtriers contre les civils : l'aviation et les chars. Que reste-t-il alors de légitimité à un régime qui, pour contrôler une ville, doit recourir à la barbarie ?

Damas cherche à « métastaser » son conflit en l'exportant chez ses voisins pour rendre le coût de sa chute excessivement lourd. La Turquie, base arrière de la rébellion, subit des représailles sur son territoire. Ses Alévis montrent une profonde solidarité avec leurs frères Alaouites de Syrie, au point de menacer la cohésion nationale. Où s'arrête l'escalade d'un régime blessé qui n'a plus grand-chose à perdre ? Adossé sur l'alliance du « croissant chiite » dont l'Iran est l'épicentre, Assad bénéficie

du soutien du Hezbollah, de la Russie et de la Chine, au moment où il est mis à l'index par la Ligue arabe, la Conférence islamique et le reste du monde. Le Hezbollah reconnaît qu'il est désormais cobelligérant en Syrie et cherche à contrôler le couloir stratégique qui relie la Bekaa à Homs, indispensable cordon ombilical entre le « futur » État alaouite et le « chiïstan » libanais. L'assassinat, ce 19 octobre, du général Wissam el-Hassan rappelle les heures les plus sombres des attentats qui ont décimé les opposants libanais à Damas.

De son côté, l'opposition est si dispersée qu'elle confirme le propos du président Choukri Kouatli adressé à Nasser en 1958 : « *Nous sommes un peuple de cinq millions d'habitants où chaque citoyen rêve de devenir président.* »

« **Damas cherche à « métastaser » son conflit en l'exportant chez ses voisins turc, libanais et jordanien afin de rendre le coût de sa chute excessivement lourd et ainsi sauver son régime** »

La stérilisation de la vie politique sous le règne des Assad a empêché l'éclosion d'une société civile. Le résultat prend aujourd'hui la forme d'un nombre impressionnant de brigades qui se battent contre le régime sans coordination entre elles, alors que les djihadistes affluent et commencent à s'organiser. Aussi, le Conseil national syrien ne parvient pas à s'imposer,

malgré les incitations de François Hollande à former un gouvernement provisoire. Toutefois, l'opposition contrôle près de 60 % du territoire.

La Syrie est passée d'acteur majeur au Moyen-Orient pendant quarante ans, à un simple théâtre où se jouent des conflits qui la dépassent. L'un d'entre eux oppose la Russie aux Occidentaux ; l'autre - entre sunnites et chiïtes - se trouve aiguisé par la volonté hégémonique de l'Iran qui aspire au statut de puissance nucléaire. Le jour où le régime syrien tombera, il entraînera dans sa chute le « croissant chiite » et permettra l'émergence d'un axe sunnite qui englobera la Turquie, l'Arabie et l'Égypte.

Le conflit syrien n'a que trop duré. Il martyrise un peuple, si courageux, dont il faut impérativement abréger

les souffrances. Que peut faire la France pour accélérer la fin de la dictature et éviter à Damas de s'enfoncer davantage dans la guerre civile ?

Face à l'inertie internationale et pour devancer l'afflux massif de djihadistes qui cherchent à prendre en otage la révolution, il convient de trouver les correspondants fiables au sein de l'opposition armée pour leur confier

des armes qualitatives en nombre restreint et sous un strict contrôle afin d'annihiler la suprématie de l'armée de Bachar fondée sur l'usage massif de l'aviation et des chars. Cela aura pour conséquence un effondrement rapide du régime et l'arrêt de la contamination des pays voisins, sans pour autant courir de risque militaire et financier.

Ne nous leurrions pas, la dynamique conduisant à la chute d'Assad est irréversible. Toutefois, des contestations significatives du régime par des dignitaires alaouites accéléreraient sa chute et épargneraient à la Syrie l'aggravation d'une guerre civile annoncée. Surtout, elles annihileraient la perspective d'un État alaouite qui laisserait Bachar impuni, permettrait à Moscou de garder sa base navale en Méditerranée et à Téhéran de bénéficier d'un relais avec le Hezbollah. Israël pourra aussi montrer que si les Arabes s'entre-tuent à ce point, il n'y a pas lieu de lui imposer la création d'un État palestinien à ses côtés. Pour encourager les défections alaouites, il faudra que l'opposition les rassure et leur garantisse une place dans la Syrie post-Assad.

Sans plus attendre, il faut préparer l'avenir en favorisant au sein de l'opposition des valeurs de pluralisme et de citoyenneté sans exclusion. Et surtout stopper net la dynamique d'un conflit qui déborde progressivement les frontières syriennes, provoquant des séismes chez des voisins bien fragiles.

*Dernier ouvrage paru : « *Le Tsunami arabe* », Fayard.